



## BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

# MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 20 janvier – 26 janvier 2023

### En bref

L'inflation au Mexique s'est accélérée en rythme annuel au cours de la première quinzaine de janvier, à 7,94 % (contre 7,86 % en décembre) selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI). Cette valeur dépasse les anticipations du marché, qui prévoient un taux de 7,87 %. L'inflation globale est sortie de la fourchette cible de la Banque centrale du Mexique (de 3 % +/- 1 pp) depuis plus de 22 mois consécutifs désormais. L'inflation sous-jacente a, quant à elle, atteint un taux annuel de 8,45 %, au-delà des 8,32 % attendus par les analystes. Elle est en léger déclin par rapport à la fin du mois de décembre, où elle s'établissait à 8,51 %. Ces données détermineront la décision de Banxico, le 9 février prochain, lors de la réunion de politique monétaire. Les marchés anticipent une hausse du taux de référence de 25 pdb, ce qui le ferait passer de 10,5 à 10,75 %.

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**7,94 %**

Taux d'inflation sur la première quinzaine de janvier 2023 selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).

### Zoom sur

En 2022, la BCIE a dédié près de la moitié (49%) de ses nouveaux engagements aux pays du CA-4, représentant au total 1,95 Mds USD. Parmi ces engagements, la moitié était à destination d'El Salvador, ce-dernier ayant contracté 996 M USD de nouveaux prêts auprès de l'institution, suivi du Honduras (25%) du Guatemala (14%) et du Nicaragua (10%).

	Total nouveaux prêts accordés en 2022 en M USD	En %
El Salvador	996	25%
Honduras	485	12%
Guatemala	270*	7%
Nicaragua	200	5%
Belize	24*	1%
Costa Rica	1 190	30%
Panama	230	6%
Rép. Dom.	580	15%
<b>TOTAL</b>	<b>3 975</b>	<b>100%</b>
TOTAL CA-4	1 951	49%

# Mexique

## 1. ECONOMIE

**L'activité économique du Mexique a trébuché en novembre et enregistré sa pire performance en 15 mois, en raison de la chute du secteur tertiaire et d'une croissance atone du secteur de l'industrie.** L'économie mexicaine a perdu de son élan au cours du T4 2022, en raison notamment de la contraction du secteur des services (-0,94 % g.a.), qui représente une part significative du PIB mexicain (60 %). En novembre, le secteur secondaire a enregistré une croissance marginale, de 0,02 % g.a, et les activités primaires ont été les seules à connaître un rebond, à +5,31 % g.a.

**Pour 2023, les économistes interrogés par Citibanamex ont légèrement relevé leur prévision d'inflation et prévoient une croissance économique inférieure à 1 %.** Les économistes anticipent que l'inflation globale clôturerait l'année 2023 à 5,1 %, contre 5,02 % dans leurs précédentes prévisions. En outre, ils prévoient qu'en février, la Banque centrale du Mexique (Banxico) procéderait à un nouvel ajustement à la hausse de son taux de référence, le portant à 10,75 %, contre 10,5 % ce jour. Ce taux serait le plus élevé depuis l'établissement de la fourchette cible de 3 % +/- 1 pp. En termes de croissance économique, le consensus des analystes prévoit un taux de 0,9 % en 2023, en lien avec les dernières prévisions de la Banque mondiale.

**Le Mexique prévoit de réduire ses importations de maïs de 30 à 40 % d'ici 2024.** Si le pays est autosuffisant en maïs blanc, il est très dépendant des importations de maïs jaune, qu'il utilise principalement pour l'alimentation du bétail.

**Selon la banque mexicaine Banorte, et bien que le risque d'une récession mondiale affecte les prévisions de croissance du Mexique, la consommation privée et les exportations devront soutenir l'économie locale en 2023.**

Alejandro Padilla, Directeur général adjoint de l'analyse économique et financière au sein de Banorte, a noté à cet égard que la banque a récemment relevé ses prévisions de croissance du PIB pour 2023, de 1,0 % à 1,5 %. L'économiste estime que la récession aux Etats-Unis, principal partenaire du Mexique, serait modérée et de courte durée. Il souligne que la consommation privée et les exportations devraient soutenir l'activité économique en 2023 et qu'il fallait profiter du phénomène de nearshoring qui pourrait avoir un impact important notamment sur les exportations. En ce sens, la Banque Interaméricaine de Développement (BID) estime que les exportations pourraient connaître une augmentation de 35 Mds USD, ce qui se reflète déjà dans la hausse de la demande d'espace industriel dans le nord du pays, selon Alejandro Padillo. Quant à l'inflation, l'économiste explique qu'elle devrait lentement ralentir et clôturer l'année 2023 à 4,8 %. Banorte estime qu'au T1 2023, le taux d'intérêt directeur de Banxico devrait atteindre 11 % (actuellement à 10,50 %), puis au T4 2023, la phase d'assouplissement devrait reprendre afin de clôturer l'année 2023 à 10 %. Enfin, Banorte estime que le taux de change clôturerait l'année 2023 à 20,20 MXN par USD.

**Le taux de chômage du Mexique a terminé l'année 2022 à son plus bas niveau depuis 17 ans.**

Le marché du travail mexicain a fait preuve de résilience en 2022, et plus particulièrement en décembre, où le taux de chômage s'est établi à 3 %, son plus bas niveau depuis 2005, date à laquelle l'INEGI a commencé à enregistrer ces données. Au cours de l'année écoulée, le niveau de chômage le plus élevé a été enregistré en février, où il a rebondi à 3,72 %. Le taux d'informalité s'est quant à lui établi à 54,94 % en décembre dernier, soit une légère amélioration par rapport au mois précédent, où il atteignait 55,11 %.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

**Selon la Commission nationale du système d'épargne-retraite (Consar), les ressources gérées par les gestionnaires de fonds de retraite (Afores) équivaldraient à 53,6 % du PIB d'ici 2050.** En 2022, les actifs gérés par les Afores représentaient 18,8 % du PIB, soit une contraction annuelle de 1,6 point de pourcentage (20,4 % du PIB en 2021). Le chiffre de 2022 a cassé une tendance de trois années consécutives d'augmentation annuelle des actifs gérés par les Afores en proportion du PIB. En 2022, les Afores ont investi 50,51 % de leurs actifs en titres d'Etat, suivis de 12,17 % dans des actions internationales et 6,71 % dans des actions domestiques. Le Consar a indiqué que les Afores détenaient près de 42 % des obligations d'Etat de long-terme à taux fixe, émises au T4 2022.

## 3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

**L'entreprise nationale Petroleos Mexicanos (Pemex) prévoit d'émettre des obligations dans les semaines à venir, pour couvrir les dettes qui arrivent à échéance au T1 2023.** La compagnie pétrolière est sous pression pour trouver des fonds afin de rembourser près de 10 Mds USD de dettes dues cette année, dont elle n'avait pas tenu compte dans son budget annuel. Les remboursements d'une dette d'environ 105 Mds USD s'accumulent, alors que la production de Pemex n'a cessé de diminuer depuis près de deux décennies. Ses revenus ont également souffert du fait que la société cherche à se concentrer sur le raffinage, plutôt que d'investir dans des exportations de brut, plus lucratives. La société devrait alors émettre des obligations pour payer des remboursements de dettes dus avant la fin du mois de mars, à hauteur de 6 Mds USD. Le gouvernement mexicain a cessé de couvrir les remboursements de la dette de Pemex à partir du S2 2022, en raison de la hausse des prix du

pétrole. Néanmoins, le président Andrés Manuel Lopez Obrador a déclaré que le gouvernement pourrait fournir une aide financière supplémentaire, sous forme d'injection de capital, si Pemex n'arrivait pas à respecter ses obligations.

**Les obligations de la compagnie pétrolière Pemex chutent après un nouveau plan d'émission.** Les obligations de la compagnie ont plongé, les investisseurs craignant que les plans visant à mobiliser davantage de liquidités n'accroissent la pression sur la compagnie pétrolière la plus endettée du monde. En effet, la dette de l'entreprise publique, libellée en dollars, a été la moins performante des marchés à haut rendement ce mercredi 25 janvier. Le repli s'est produit après que les traders ont évalué le projet de Pemex de vendre au moins 2 Mds USD de nouvelles dettes, en amont d'une série de remboursements.

**La raffinerie Dos Bocas produira son premier baril de pétrole le 1<sup>er</sup> juillet 2023.** Le 23 décembre dernier, le président Andrés Manuel Lopez a annoncé que la raffinerie commencerait à traiter 170 000 barils par jour de pétrole brut à partir du 1<sup>er</sup> juillet, et près de deux fois plus d'ici le 15 septembre prochain. Ainsi au T3 2023, la raffinerie serait à 100 % de sa capacité, estimée à 340 000 barils par jour.

#### 4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 26/01
Bourse (IPC)	3,11%	7,37 %	54 871,36 points
Change MXN/USD	-1,05%	-9,27%	18,79
Change MXN/EUR	0,59%	-12,26%	20,51
Prix du baril mexicain	1,99%	-13,82%	71,10

## Amérique centrale

### 1. GUATEMALA

**Le 20 janvier, le TSE (Tribunal Supremo Electoral) a convoqué les élections générales, permettant aux candidats de s'inscrire officiellement à l'élection.** Après une campagne électorale de 3 mois, du 27 mars au 23 juin 2023, les neuf millions d'électeurs guatémaltèques se rendront aux urnes pour départager les 29 partis et leurs candidats actuellement en compétition, le 25 juin pour le premier tour et le 30 août pour le deuxième tour. Les dépenses allouées à la campagne de chaque parti politique ne devront pas dépasser 3,5 M USD. Ce processus électoral concerne 522 postes : celui du président et du vice-président, les 160 députés nationaux, les 20 députés nationaux au Parlacen (parlement centroaméricain) et les 340 maires.

**La Banque centrale Banguat a relevé le taux directeur de 50 points de base, de 3,75% à 4,25%.** Cette première hausse de l'année fait suite à cinq augmentations en 2022, qui avaient relevé le taux directeur de 200 pb, de 1,75% à 3,75%. Ce durcissement de la politique monétaire vise à enrayer l'accélération de l'inflation, qui a atteint 9,24% en décembre 2022, soit le plus haut taux depuis 14 ans.

**1,8 M de touristes se sont rendus au Guatemala en 2022, en hausse de 177 % par rapport à 2021.** Selon l'Institut National du Tourisme (*Inguat*), près de 60 % d'entre eux étaient centroaméricains et 30 % provenaient d'Amérique du Nord. Cette forte augmentation du nombre de touristes ne permet cependant toujours pas de retrouver le niveau d'avant la pandémie, avec seulement 72 % du niveau d'entrée de touristes de 2019. En revanche, les entrées de devises liées au tourisme en 2022 représentaient 86 % du montant de 2019, illustrant que le touriste moyen au Guatemala dépense désormais davantage (en lien pour partie avec l'accélération de l'inflation).

**Malgré une baisse des exportations de café de 10 % en 2022, l'entrée de devises liées à ces exportations a augmenté de 28 %, grâce à la hausse du prix mondial du café.** Cette hausse des prix est attribuable à la crise du transport maritime mondial et aux conséquences de la guerre en Ukraine. Selon l'Association nationale des grands producteurs *Anacafé*, les exportations de café se sont élevées à 433 000 tonnes sur la récolte 2021/2022 (du 1<sup>er</sup> octobre 2021 au 30 septembre 2022) générant 1,14 Md USD d'entrées de devises, contre 480 000 tonnes exportées lors de la précédente récolte, pour 886 200 M USD d'entrées de devises. Le Guatemala est le 5<sup>ème</sup> pays producteur de café d'Amérique latine, après le Brésil, la Colombie, le Honduras et le Mexique.

### 2. EL SAVADOR

**Le gouvernement a honoré le paiement des 604,1 M USD d'obligations souveraines restantes et des 23,4 M USD d'intérêts dus au 24 janvier, éloignant les perspectives de défaut souverain.** Les deux opérations de rachat anticipé de la dette souveraine obligataire menées en septembre et décembre 2022 avaient allégé le montant du remboursement à honorer en janvier 2023, en ayant permis le rachat respectif de 22,4% et 11% des obligations à échéance 2023 et de 54,1% et 5,3% des obligations 2025.

**76% de l'électricité produite en 2022 a été assurée par des sources d'énergies renouvelables.** L'hydroélectricité a assuré 33,7 % de la production, suivie de l'énergie géothermique (23 %), de la biomasse (8,65 %), de l'énergie photovoltaïque (8,48%) et de l'énergie éolienne (2,13 %). 24 % du mix électrique reste cependant assuré par des énergies fossiles : les centrales thermiques au Gaz Naturel Liquéfié (GNL) et aux combustibles dérivés du pétrole ont représenté respectivement 16,11 % et 7,9 % de la production en 2022. Cette production a été assurée grâce aux 2 830 MW de capacité électrique installée dans le pays.

**La création d'un cluster technologique au cœur de la future zone franche située aux abords de l'aéroport international Romero est en projet,** selon l'entreprise publique *Comisión Ejecutiva Portuaria Autónoma* (CEPA). Ce cluster, dont le chantier devrait débuter dès 2023, vise à attirer des entreprises technologiques mondiales, telles qu'Amazon ou Alibaba. L'agrandissement du terminal de fret aérien en vue de le transformer en hub régional fait partie intégrante de ce projet, ce chantier ayant pour sa part déjà été attribué à l'entreprise *Adimex*, du conglomérat hondurien *Grupo EMCO*, sous forme de partenariat public-privé.

### 3. HONDURAS

**Le Cohep, l'organisation patronale nationale, attribue la perte de 81 000 emplois formels sur l'année 2022 à l'abrogation par le Congrès de la Loi d'emploi horaire en avril dernier.** Cette loi permettait notamment aux entreprises d'avoir jusqu'à 40 % des employés au taux horaire. Son abrogation était une promesse de campagne du gouvernement actuel, qui lui reprochait de porter atteinte aux droits des travailleurs en baissant les salaires des employés. Le *Cohep* estime que la suppression de cette loi aurait engendré la suppression de 58 000 postes dans le secteur privé et 21 000 dans le secteur public, tout en incitant à l'emploi informel. Ces suppressions toucheraient majoritairement les jeunes travailleurs, dont l'organisation estime à

900 000 le nombre de jeunes inactifs, qui ne travaillent ou n'étudient pas.

**A la fin du mois de novembre 2022, le déficit commercial s'élevait à 8,2 Mds USD, en hausse de 13,4 % par rapport à la même période de 2021.** En valeur, le montant des exportations et importations s'élevait respectivement à 5,7 Mds USD et 13,9 Mds USD. Cet accroissement du déficit est imputable à la hausse des importations sur la période de 1,9 Md USD, dont la moitié de cette hausse correspondait aux achats de carburants, non compensée par la hausse des exportations, chiffrée à + 990 M USD. Les Etats-Unis, le Canada et le Mexique étaient les principaux partenaires commerciaux du Honduras, captant à eux trois 37,2 % des exportations et 40,6 % des importations sur la période.

**Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Ministère des Affaires étrangères dévoilent un plan stratégique 2023-2027 national s'élevant à 634,6 M USD.** Ce plan vise à lutter contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la pauvreté, en mettant entre autres en place un système plus résilient, capable de répondre efficacement à des situations d'urgence alimentaire causées par des événements climatiques extrêmes par exemple. Contrairement au précédent plan national du PAM, celui-ci se concentre davantage sur les zones urbaines et péri-urbaines. L'institution estime qu'en 2017, le coût économique de la malnutrition au Honduras était de 2,34 Mds USD, soit 10,2 % du PIB.

### 4. NICARAGUA

**La Banque centrale du Nicaragua a abaissé le taux annuel de dévaluation du cordoba par rapport au dollar de 2 % à 1 % dans le cadre du régime de change en parité glissante.** L'effort recherché de ce taux de dévaluation plus lent est d'atténuer les pressions inflationnistes. La modification de la parité NIO/USD entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février prochain, avec un taux de change fixé à 1 USD = 36,29 NIO. C'est la troisième fois au cours des quatre dernières

années que la Banque centrale a modifié la parité en abaissant le taux annuel de dévaluation, alors qu'il était resté inchangé depuis 2004, à 5 %.

## 5. PANAMA

L'agence de notation Fitch Ratings, a modifié la perspective de sa note sur la dette à long terme en devise (aujourd'hui B+) de l'entreprise First Quantum Minerals (FQM) passant de positive à négative et a inscrit l'entreprise sur son Rating Watch Negative (RWN), outil qui permet de signaler des circonstances négatives extérieures affectant la notation d'une entreprise. Ces modifications interviennent après la décision du gouvernement panaméen de suspendre l'activité de production de la mine de cuivre opérée par la filiale de FQM Cobre Panama (activités d'entretien et de maintenance). Le conflit qui oppose le gouvernement national et Cobre Panama sur la renégociation du contrat de concession a déjà un impact négatif sur le profil financier de la société et affaiblit sa stratégie de diversification géographique.

L'administrateur du Canal de Panama, Ricaurte Vásquez, a indiqué que cet acteur central de l'économie du pays va investir 2 Mds USD dans un nouveau système de gestion de l'eau. Afin de rendre durable à long terme la gestion des ressources en eau, l'Autorité du Canal de Panama a commandé une étude à l'U.S. Army Corps of Engineers (USACE). M. Vasquez a précisé que la prochaine étape pour l'Autorité du Canal de Panama est d'identifier la douzaine de projets et d'infrastructures qui vont permettre de garantir le futur de l'alimentation en eau douce du Canal de Panama.

Les réserves du fonds « Invalidité, Vieillesse et Mort (IVM) » qui alimentent le régime des retraites de la Caisse de Sécurité Sociale (CSS) ont diminué de 14 % en un an. Selon la CSS, à la fin de l'année 2021, les réserves institutionnelles du sous-système des retraites par répartition s'élevaient à 1 Md USD, soit 168 M USD de moins que fin 2020. Les réserves de ce mécanisme diminuent rapidement. Alors qu'en 2021, les dépenses étaient de 2,03 Mds USD les recettes

atteindraient seulement 1,31 Md USD. Le dialogue entre le gouvernement, les syndicats, le patronat et la CSS visant à trouver une solution au financement du modèle de redistribution du pays sont à l'arrêt depuis début décembre. Cette situation a déjà affecté la notation du pays (toujours BBB- avec une perspective négative)

## 6. COSTA RICA

Selon le Collège des sciences économiques, en 2023, les familles costaricaines continueront de faire face à un coût de la vie élevé, avec une hausse des prix de l'alimentation comprise entre 8 % et 15 %. L'anticipation d'inflation générale entre 4 % et 8 % reste élevée, entraînant une perte de pouvoir d'achat et plus de pauvreté. Le Président du Conseil d'Administration du Collège a indiqué qu'en 2022, les pommes de terre, le manioc et la laitue ont connu une augmentation de 50 % en glissement annuel ; l'huile de cuisson et les œufs une hausse de 28 %.

Selon l'Agence de Promotion du Commerce Extérieur (Procomer), les exportations de biens ont augmenté de 13 % en 2022 pour atteindre 12,1 Mds USD en 2022. Les premiers postes d'exportation sont les dispositifs médicaux, les bananes et l'ananas. Les statistiques restent affectées par la cyber-attaque sur les systèmes informatiques du Ministère des Finances qui a eu lieu entre avril et juin 2022.

# Caraïbes

## 1. CUBA

Volet économique de la 6ème session extraordinaire de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP) de décembre 2022. Lors de son intervention, le ministre cubain de l'Économie, Alejandro Gil, a évoqué « une année difficile » pour décrire 2022. Celle-ci n'a en effet pas répondu aux attentes sur le plan économique. La croissance aurait ainsi atteint + 2 % en 2022 contre un objectif annoncé de + 4 %. Avec un objectif affiché de + 3 % pour 2023,

la situation demeure compliquée pour le pays qui reste, à la fin de 2022, à des niveaux de PIB inférieures à ceux de 2019. Concernant l'inflation, le ministre Gil a reconnu que le pays connaît de hauts niveaux d'inflation : 29 % pour la période de janvier à octobre 2022 et 40 % entre octobre 2021 et octobre 2022. Le déficit de production, l'enrichissement illicite et la pénurie de devises sont autant de facteurs explicatifs. En effet, la disponibilité des devises sur le territoire dépend, en grande partie de l'arrivée de touristes sur l'île. Or, les difficultés de ce secteur subsistent malgré une reprise post-covid. Au niveau sectoriel, les exportations de biens tels que le nickel, les cigares, le rhum, le miel et les produits de la pêche seraient revenues aux niveaux pré-pandémiques, avec 816 M USD de revenus supplémentaires. Dans le secteur de l'énergie, le déficit de production électrique se maintient, avec une production de 2 420 GWh de moins que prévu. Néanmoins, le ministre a souligné l'impact positif des stratégies mises en place par le gouvernement qui, combinées à la diminution des températures, seraient à l'origine des réductions des coupures de courant depuis fin novembre.

## 2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

**Le Conseil national des zones franches d'exportation (CNZFE) a approuvé huit nouvelles entreprises sous le statut de zones franches.** Représentant un investissement estimé à 32,3 M USD, qui devrait générer 1 206 nouveaux emplois directs, trois des entreprises approuvées appartiennent au secteur des services et les autres sociétés qui seront implantées seront des entreprises spécialisées dans la fabrication de chapeaux, la fabrication de textiles, le recyclage et la transformation du tabac. La réunion était présidée par le Ministre de l'Industrie, du Commerce et des Mipymes, Victor Bisonó, qui a également approuvé la construction d'un nouveau parc de zone franche avec un investissement de 3,1 M USD.

**Le Centre d'exportation et d'investissement de la République dominicaine (ProDominicana), a annoncé le lancement de la plateforme du guichet unique pour l'investissement (VUI) et du registre des investissements directs étrangers.** Le VUI vise à centraliser la gestion et le traitement des permis, licences et certifications nécessaires pour formaliser un projet d'investissement dans le pays, en simplifiant, standardisant et automatisant les processus. Parmi les secteurs prioritaires du VUI figurent les télécommunications, les infrastructures et l'énergie. À long terme, le guichet inclura d'autres secteurs d'investissement, tels que l'agriculture, l'agroalimentaire, la chaussure, le cinéma, les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'industrie manufacturière, l'exploitation minière, le textile, entre autres.

## 3. DOMINIQUE

**Pour faire face aux pénuries d'hydrocarbures, le Premier Ministre Roosevelt Skerrit a annoncé la commande de 6 000 gallons d'essence auprès du Venezuela et a chargé le Trésor de fournir les ressources pour acheter 10 000 barils d'essence à un fournisseur régional.** Petro Caribe a été chargée de constituer et maintenir une réserve de 10 000 barils d'essence sur l'île, dépendante de ses voisins exportateurs.

## 4. CARAIBES ORIENTALES

**Lors du 40<sup>ème</sup> anniversaire de la Banque Centrale des Caraïbes Orientales (BCCO), Philip Pierre, Premier Ministre de Sainte-Lucie et Président du Conseil des gouverneurs appelle la banque à prendre des mesures rapides pour protéger les consommateurs de l'Union Monétaire des Caraïbes Orientales.** Il souhaite la mise en place d'outils face à l'inflation importée, d'une assurance-dépôt et l'introduction de dialogue avec les coopératives de crédit et les institutions indigènes sur la durabilité et la rentabilité.

## 5. TRINITE ET TOBAGO

Le ministère du Commerce et de l'Industrie a déclaré que Trinité-et-Tobago a enregistré en 2022 une hausse de 69 % de ses exportations, la plus forte augmentation des pays d'Amérique Latine et Caraïbes. Dans la région des Caraïbes, elles ont augmenté de 38 %. En atteignant 12,2 Mds USD en 2022 (83,2 Mds Dollars de Trinité et Tobago), les exportations dépassent largement le niveau pré-pandémique de 7,16 Mds USD en 2019, une augmentation de 71 %. **Ce niveau est en partie lié aux bonnes performances des secteurs énergétiques, les exportations d'hydrocarbures représentent 79,8 % des exportations totales.** Le Ministère affirme poursuivre les efforts de diversification des exportations de produits non-énergétiques.

## 6. SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

Lors du 7<sup>ème</sup> Sommet de la Communauté d'États Latino-Américains et Caraïbes (CELAC) à Buenos Aires, le premier Ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Ralph Gonsalves a été élu président de cette organisation créée en 2010 qui regroupe 33 États. Il est le premier représentant d'un état de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) à occuper ce rôle, l'île devra ainsi accueillir le huitième sommet en 2023.

Dans un communiqué de presse conjoint le Président du Conseil Européen Charles Michel et Ralph Gonsalves ont annoncé que le prochain Sommet des chefs d'États et de gouvernement UE-CELAC aura lieu les 17 et 18 juillet 2023 à Bruxelles. Cet événement soutenu par la Présidence Espagnole du Conseil de l'Union Européenne abordera des priorités communes telles que les transitions numériques et écologique, la lutte contre le changement climatique, la santé, la sécurité alimentaire ou les enjeux de sécurité et lutte contre la criminalité transnationale.

## 7. JAMAÏQUE

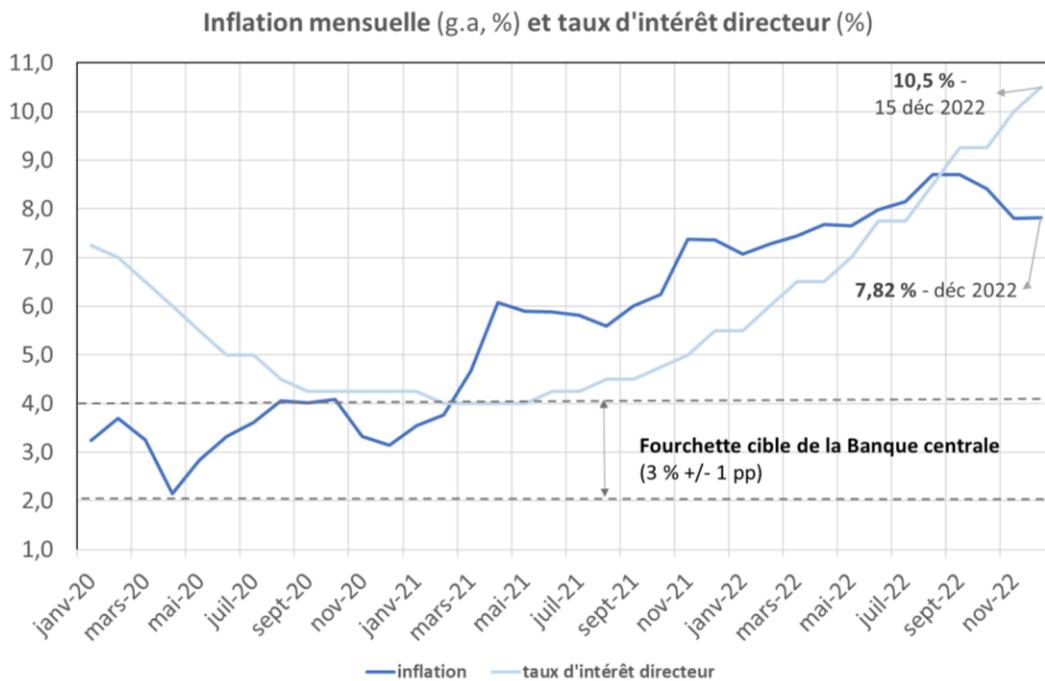
La Banque Mondiale a diminué de 0,3 point sa projection de croissance pour la Jamaïque en 2023 avec une croissance de 2 % du PIB et 1,2 % pour 2024.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

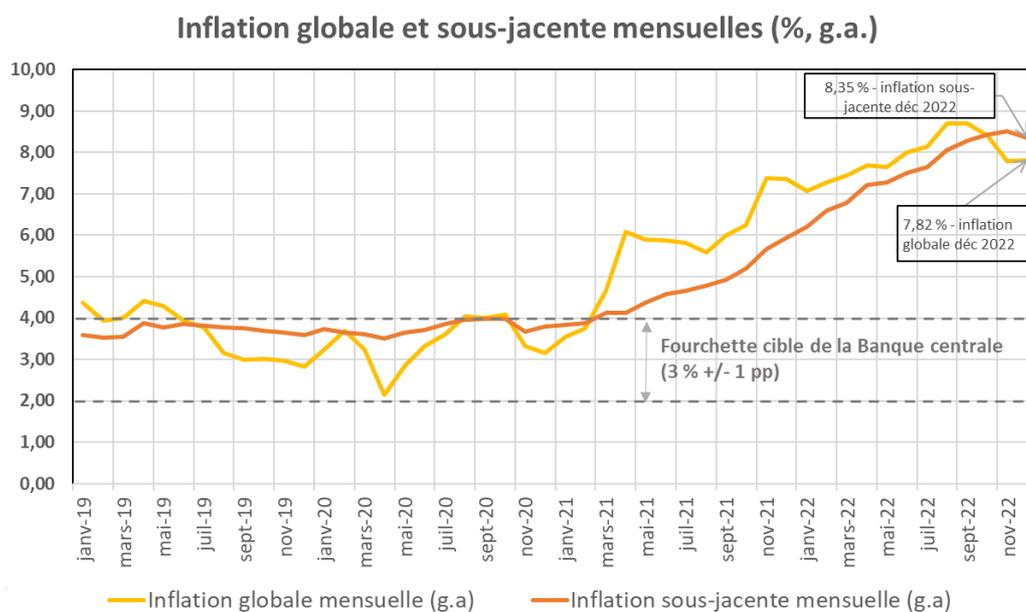
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	10,5 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	3,75 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	- 1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	71,1	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a

**Source:** FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

## –Annexe Graphique – Mexique –

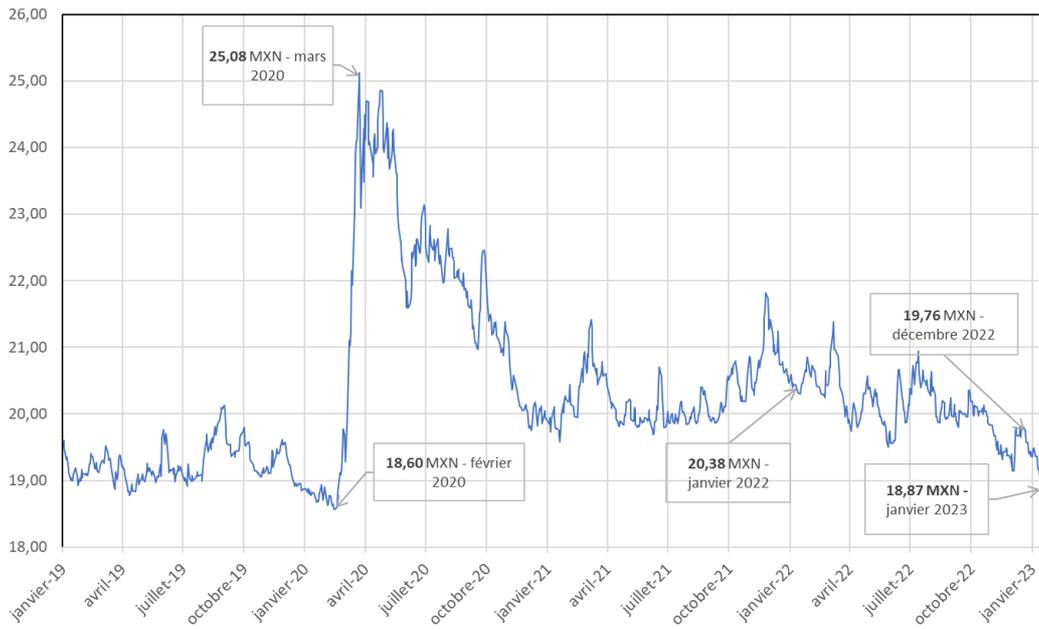


**Source:** Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



**Source:** Institut National de la Statistique et de la Géographie

**Evolution du taux de change (MXN/USD)**



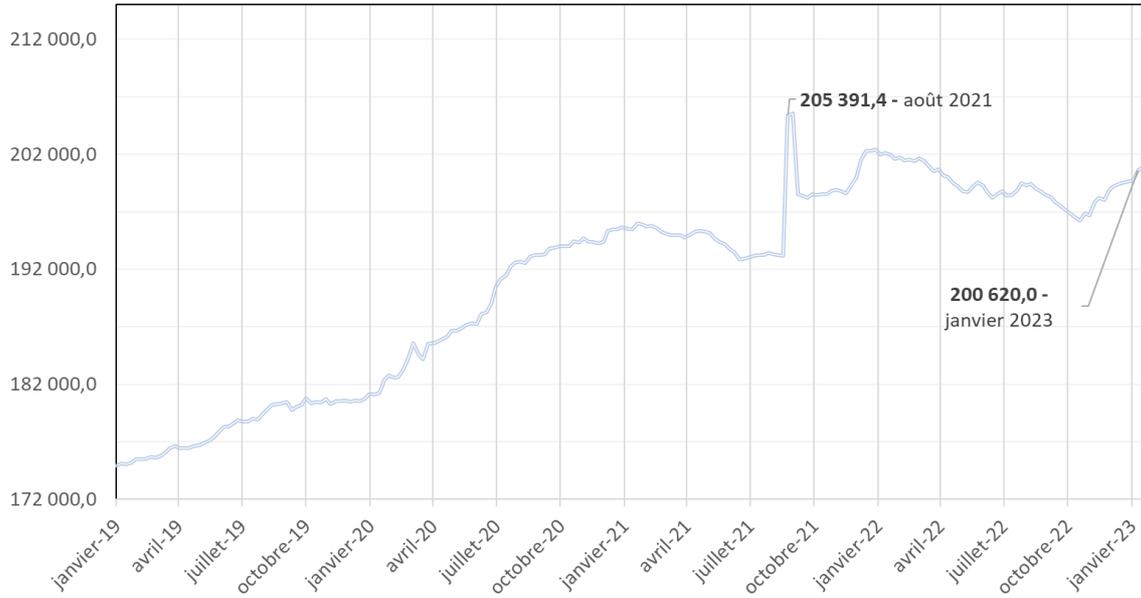
**Source :** Banque centrale du Mexique

**Taux de croissance du PIB**  
 (% , glissement trimestriel)



**Source :** Institut National de la Statistique et de la Géographie

### Montant des réserves internationales (en M USD)



**Source:** Banque centrale du Mexique